

1 - 16 mai
1998

n° 92

cinquième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

DANZAS

The Worldwide Transportation Network

5 ans
sur le terrain ...

Tel/Fax + 855. 23. 723. 464
Ctc : Christophe LEFEBVRE

manoeuvres

Manoeuvres au PPC pour éviter une fracture du parti: Hun Sen aurait déjoué de justesse un projet qui désignait Sar Kheng comme candidat du PPC au poste de futur Premier ministre. Hun Sen aurait menacé de s' en aller. La majorité du bureau politique a voté en sa faveur.

Manoeuvres de Sam Rainsy, plus gêné qu' épaulé par Ranariddh, pour rassembler les voix de l' opposition.

Manoeuvre de Ta Mok, qui se verrait bien gouverneur d' Anlong Veng, et bénéficiant des faveurs que le gouvernement a accordées à Pailin et à Samlaut.

Manoeuvres des Américains pour gêner Hun Sen en demandant que les responsables khmers rouges soient jugés par un tribunal international.

Riposte : pourquoi maintenant, deux mois avant les élections, alors qu' on demande ce jugement depuis 20 ans ? On voudrait faire échouer le ralliement des derniers responsables khmers rouges que l' on ne s' y prendrait pas autrement.

Le moment est mal venu de désigner Ieng Sary comme un grand coupable. Le sort heureux qui lui est provisoirement fait doit au contraire servir d' appât, donner aux autres envie de se rallier.

Le bon calendrier, c' est : d' abord les ralliements; ensuite les élections; et après : tribunal et jugement.

Manoeuvres des uns pour retarder les élections, sachant que le retard profite à l' opposition; contre-manoeuvres des autres pour tenir la date du 26 juillet.

Dans le monde des entreprises l' opinion générale c' est : "vivement qu' on en finisse avec les élections et qu' on puisse travailler !" C.N.

entretien

SAM RAINSY

président du Parti de Sam Rainsy

"pour participer aux élections, l' opposition exige quatre conditions minimales"

Le Parti de Sam Rainsy se situe dans l' opposition légale, démocratique, non-violente, dans le cadre de la Constitution du Royaume du Cambodge. Avec les autres membres de l' opposition, je ne partage que ce qui est strictement légal, non-violent, et qui se situe exclusivement dans le cadre de la Constitution.

rassembler l' opposition légale
L' opposition est constituée de partis politiques qui n' ont pas de représentants au sein du gouvernement, ou des représentants sans pouvoirs : les partis, les dirigeants qui ne font pas partie du gouvernement, ou qui ne lui sont pas affiliés, et qui ne bénéficient d' aucune aide ou facilité du gouvernement.

Il faut inclure dans l' opposition le parti de Pen Sovann, une opposition authentique, non-violente, légale et constitutionnelle, je dirai même loyale aux intérêts fondamentaux du pays, aux règles de base pour que tout le monde puisse vivre en bonne entente. Une opposition responsable,

qui est " l' opposition " ?

Selon la définition donnée ci-dessus : le Parti de Sam Rainsy, le Funcinpec, le Parti de Son Sann, le petit Parti Neutraliste, le National Sustaining Party de Pen Sovann.

Le Funcinpec a des représentants au gouvernement : Tol Lah ministre de l' Education nationale, Veng Sirivuth (Tourisme), Ing Kieth (Travaux publics), Hong Sun Huot (Développement rural) et des secrétaires d' Etat. Le parti de Son Sann a un secrétaire d' Etat à la Condition féminine. Mais "ce sont

constructive, crédible.

En ce qui concerne la résistance armée dans les maquis, je comprends qu' elle puisse exister. Elle n' est pas conforme aux règles démocratiques, mais précisément ces règles ne fonctionnent pas bien au Cambodge. Il faut que la démocratie fonctionne bien, et à ce moment il n' y aura plus pour l' opposition armée de raison d' être.

- l' opposition se situe dans le cadre de la Constitution : légale, non violente.
- nous participerons aux élections si ...

Tous ceux qui sont mécontents du système en place devraient se rassembler dans l' opposition légale, si l' opposition légale peut agir librement et efficacement, selon des règles démocratiques. Il faut promouvoir la démocratie pour mettre fin à la guerre. Tant que le gouvernement ne res-

des présences plus que du pouvoir vrai" estime Sam Rainsy.

(Pen Sovann : ancien président du Conseil de la RPK en 1981, emprisonné pendant 10 ans au Vietnam, revenu au Cambodge en 1992. Dans un récent entretien avec Sam Rainsy, il accuse Hun Sen d' avoir volé le trésor des khmers rouges, d' avoir fait assassiner en 1984 le Premier ministre Chan Si, d' être responsable du "plan K5" (le "mur de bambou") -100 000 morts-, et de l' avoir fait emprisonner par les Vietnamiens).

pecte pas les règles démocratiques, il est aussi responsable, aussi coupable que ceux qui ont dû prendre les armes pour s' opposer à son pouvoir autoritaire. Il y a la couche superficielle, et il a la substance, la matière. Jusqu' à maintenant, on ne regarde que la couche superficielle. Je pense que c' est très pernicieux. Ce qu' on ne fait que superficiellement n' est souvent qu' une mascarade.

la justice : une mascarade

La Justice par exemple est une mascarade. L' Assemblée nationale est souvent une mascarade, une Assemblée-croupion, terrorisée par le coup d' Etat, en grande partie gangrenée par la corruption. Est-ce qu' elle joue véritablement de son pouvoir, de son rôle de contre-pouvoir au gouvernement, son rôle législatif pour garantir l' intérêt national, je n' en suis pas sûr dans les circonstances actuelles.

Donc dans l' analyse que chacun doit faire de la situation au Cambodge je pense qu' il faut faire attention, ne pas accorder trop d' importance à la forme qui peut être trompeuse. Au-delà de la mascarade, il faut voir si tout va aussi bien qu' on le prétend.

le cas de Nhiek Bun Chhay

Pour Nhiek Bun Chhay, je pense que lui aussi est victime d' une machination politique et d' une mascarade judiciaire. Je ne peux pas porter un jugement sur un homme qui est victime d' une telle machination. Il faut une certaine honnêteté politique pour résoudre le problème posé par un cas

(suite page 2)

A l'intérieur

entretien Sam Rainsy

pp. 1 - 2 - 5 - 6 - 8

Ok Serei Sopheap :

Sondages CIC

pp. 3 - 4

le système décisionnel p. 7

Hévéaculture

p. 5

Médias p. 8

(Suite de la page 1)

comme Nhiek Bun Chhay. Comme d'autres cas d'ailleurs.

Je suis un peu surpris de voir tous les officiers, tous les généraux de Ieng Sary amnistiés automatiquement après la grâce royale accordée à Ieng Sary. Dans le cas de Nhiek Bun Chhay, après que le prince Ranariddh eut obtenu la grâce royale, on aurait pu s'attendre à ce que cette grâce royale s'étende automatiquement aussi à tous les généraux du prince Ranariddh.

Je ne comprends pas qu'on pardonne au prince Ranariddh, en supposant qu'il ait commis une quelconque faute, et que l'on continue à s'acharner sur ses collaborateurs, sur des officiers qui sont sous ses ordres, ce n'est pas logique.

Il faudrait que Ranariddh donne clairement l'ordre à Nhiek Bun Chhay de déposer les armes ? On peut imaginer que Ranariddh donne cet ordre, que Nhiek Bun Chhay rentre au pays, et on espère que les garanties nécessaires lui seront accordées, pour qu'il ne lui arrive pas quelque chose comme il est arrivé au général Kim Sang, ou au général Ho Sok, tous deux assassinés. Mais on peut imaginer un autre scénario. Comme on a pardonné au grand chef, on a plus de raison encore de pardonner à ceux qui ont combattu ou agi sous ses ordres.

Le prince Ranariddh n'est plus le commandant en chef des RCAF, déclarait Nhiek Bun Chhay le 30 avril, selon l'AFP. Cette déclaration, si Ranariddh en est d'accord, a deux conséquences : elle exonère Ranariddh, qui n'est donc plus responsable des agissements de Nhiek Bun Chhay et peut se présenter aux élections; Nhiek Bun Chhay de son côté est pleinement responsable de la résistance armée, avec ou sans les derniers khmers rouges.

S A M R A I N S Y

Supposons que par un acte de magnanimité, qui symboliserait vraiment la réconciliation nationale, le gouvernement laisse tomber toute accusation toute poursuite contre Nhiek Bun Chhay, et que le Roi donne sa bénédiction à une telle démarche, à ce moment-là Nhiek Bun Chhay n'aurait plus aucune excuse à rester dans les maquis. Il serait condamné universellement.

sécurité. Je voudrais que cette chance puisse être accordée à d'autres. Qu'ils puissent avoir le choix de rentrer à Phnom Penh. S'ils refusent de le faire, alors on pourrait les condamner.

pas de risque d'opposition armée

Non, il n'y a aucun risque que les divers éléments de l'opposition que j'ai nommés plus haut, écoeurés de ce qui se passe à Phnom Penh et de voir qu'on ne

- le FUN parle d'une seule voix
- listes, dépouillement, crainte, médias, finances :
- les élections ne seront ni libres, ni équitables, ni crédibles
- l'opposition ne souhaite pas les boycotter mais elle a des exigences, et une limite : le 18 mai

le combat est à Phnom Penh

A ceux qui disent que Rainsy "a un général à O' Smach" (*Dy Thang Dam, selon Nguon Soeur, CN 91*) je dis que j'ai des choses beaucoup plus importantes à faire que répondre à toute accusation venant de n'importe qui.

Mais je prends l'occasion de dire que je ne participe pas à la résistance armée. Je considère que le combat doit se faire à Phnom Penh, légalement et pacifiquement. Comme je l'ai déjà dit, je comprends ceux qui n'ont pas d'autre issue que de prendre les armes contre un régime qui ne respecte pas les règles démocratiques. Un régime issu d'un coup d'Etat sanglant est par définition illégal. Moi j'ai de la chance, je peux venir habiter à Phnom Penh, dans une maison avec de la

leur laisse que peu ou pas de chance de succès, et devant le risque d'autres assassinats, ne rejoignent les maquis. Et que l'on ne revienne à une situation de guerre civile que l'on a déjà connue dans le passé.

Ce qu'il faut c'est encourager ceux qui sont dans les maquis à venir à Phnom Penh pour y jouer le jeu démocratique, pour renforcer la démocratie. Le contraire serait catastrophique.

le FUN : exigences communes

La réunion des diverses composantes de l'opposition, non seulement elle est souhaitable, mais elle est en voie de réalisation. On le voit tous les jours. L'opposition démocratique parle d'une seule voix. Le Front Uni

National, le FUN (créé en février 97, CN 67) a fait deux communiqués communs sur les prochaines élections et nous allons en émettre un autre très prochainement qui détermine notre approche commune concernant les prochaines élections : nos souhaits, nos demandes, nos exigences que nous aimerions voir remplis avant une certaine date pour que nous acceptions de participer aux élections prévues pour le 26 juillet.

Mais il n'est nullement question de boycott. Nous voulons des élections.

pour moi, pas d'autre choix que les élections

Pour moi qui n'ai pas d'armée, qui ne veux pas en avoir, qui n'en aurai jamais, je n'ai pas d'autre choix que ces élections. Pour que je puisse faire entendre ma voix, pour que mon parti puisse avoir le poids qu'il représente réellement dans l'opinion, pour que ce poids se retrouve à l'Assemblée nationale et dans le gouvernement plus tard, il faut des élections. Ce serait donc irresponsable et illogique de ma part que de vouloir boycotter les élections.

Ce que je souhaite seulement c'est un minimum de garanties que ces élections seront selon les termes consacrés, *libres, équitables, crédibles*. Et j'ajouterai : *légal et constitutionnelles*.

conditions pour des élections libres

Malheureusement à ce jour je ne vois pas comment des élections véritablement libres peuvent être organisées dans les conditions actuelles. Surtout quand on prévoit de demander aux villageois de s'enregistrer sur les listes électorales dans leurs villages, puis de voter dans leurs villages, puis de voir le dépouillement se faire dans leur village. Les trois

(Suite page 5)

A PROPOS ...

1er mai

Trois manifestations de travailleurs le 1er mai. Celle conduite par Sam Rainsy, avec plusieurs milliers de manifestants en faveur d'un relèvement des salaires dans l'industrie textile et la fonction publique a connu plus de succès que celle de Ted Ngoy, axée sur la coopération employeurs-employés.

élections le 26 juillet

C'est la ferme volonté du PPC. Le délai peut être tenu malgré le retard des "kits". Chaque kit sert à équiper 9 bureaux. Il faut 2 jours et demi par bureau, donc 3 semaines par kit. L'enregistrement doit commencer le 18 mai.

591 kits

servant à enregistrer les électeurs, sur un total de 1905, étaient arrivés au 2 mai. Ils pourraient servir à équiper sans tarder

les bureaux de 7 provinces et villes, et à enrôler les électeurs, mais la loi électorale veut que l'enregistrement commence partout le même jour.

Un kit contient : un appareil photo, des cartes d'enregistrement, des formulaires, un cachet, un grand livre, des ciseaux, un couteau, un grand sac pour envoyer le tout à Phnom Penh.

En plus de l'Union Européenne, le Canada et la Grande Bretagne donnent chacun 100 kits. Mais il

en manquerait encore 100.

Pas de problème pour le personnel : 10 000 personnes formées sont prêtes, et 4 milliards de riels de salaires prévus.

aide française à l'IRCC

Reprise de la coopération franco-cambodgienne dans le domaine de l'hévéaculture avec un accord signé le 23 avril au ministère des Finances : deux experts français, un technologue et un agronome, vont apporter leur aide à l'Institut

Ok Serei Sopheak reflexions sur le système décisionnel

qui décide
au PPC ?

Pour le système décisionnel au sein du PPC, on peut dire que la structure est restée la même depuis deux décennies : il y a le Comité central, le Bureau politique, et à l'intérieur du Bureau politique le Bureau permanent, et après le Cabinet qui est l'équivalent du secrétariat du Parti. Mais au-delà de tout ça, il faut revenir à ceci : depuis la décolonisation du Cambodge, nous avons expérimenté 5 régimes différents. Ils ont ceci de commun : le pouvoir appartient toujours à un petit noyau très sélect du pays, de l'Etat, du parti. Vous avez eu successivement le Sangkum Reastr Niyum, l'équipe républicaine, les gens de Pol Pot, les gens de l'Etat du Cambodge, et maintenant vous avez la démocratie à la cambodgienne.

le pouvoir toujours aux mains de quelques-uns

Si vous comparez le Funcinpec, le parti de Sam Rainsy, le parti de Son Sann, le PPC, ... ce sont toujours quelques hommes qui s'expriment, qui dirigent, qui orientent, qui décident au nom de toute une organisation. Au Funcinpec c'était le prince, parce qu'il était prince, qui disait tout, qui décidait tout, et la preuve c'est maintenant l'éclatement en 4 composantes pour se présenter aux élections de 1998. Au parti de Sam Rainsy, Sam Rainsy décide tout seul. Au parti de Son Sann, Son Sann décide tout seul. Au parti de Ieng Mouly, Ieng Mouly décide tout seul. C'est le caractère traditionnel cambodgien. La tradition démocratique est encore à l'état infantile, au stage de l'apprentissage, et c'est un apprentissage douloureux, sanglant et long.

Cambodge Nouveau
ne copie personne.
Ne le copiez pas,
citez-le !

au PPC, le pouvoir
est plus dilué

Au sein du PPC il y a ceci de différent : parce que le parti est grand, parce qu'il a traversé tant d'épreuves, et si dures, il a produit un échantillon de dirigeants, d'hommes de caractère qui ont un charisme national. Il n'y a pas qu'un seul homme mais une équipe, Hun Sen, Chea Sim, Sar Kheng, Say Chhum, Chea Sok, et on pourrait en citer bien d'autres, de plus jeunes ministres comme Sok An, Chea Chanto, Cham Prasidh, Khieu Kanharith, etc ... Donc un riche échantillon dans la politique, que ce soient des gens âgés, d'âge moyen ou des jeunes.

Il y a plusieurs courants de pensée à l'intérieur du PPC, et nous devons nous réjouir de la multiplicité des courants qui s'expriment. C'est grâce à la multitude des membres de l'équipe dirigeante que la tendance cambodgienne au pouvoir absolu se trouve diluée.

Dans un jeu démocratique nouveau le PPC, qui est la machine centrale du Cambodge, doit s'engager dans un processus démocratique sans réserve. Avec le temps bien sûr, parce que des habitudes restées pendant des dizaines d'années, il n'est pas facile de les changer comme avec une baguette magique.

Il faut en finir avec cette période d'apprentissage, il faut s'engager une bonne fois pour toutes dans la période de la jeunesse, avec le partage de la responsabilité nationale.

le rôle des conseillers

Oui il y a dans le système décisionnel des pratiques extragouvernementales. Elles sont souvent beaucoup plus efficaces parce que beaucoup plus proches du centre de décisions. Avant de l'expliquer, je dois dire que ce genre de pratique n'existe pas qu'au Cambodge. Ayant vécu presque 10 ans en France, je vois que cela s'y pratique de la même façon. Le président Mitterrand gouvernait presque par conseillers sur les

dossiers brûlants, que ce soit sur les affaires africaines, sur les affaires bancaires, sur tout, ... Vous pouvez penser que c'est pourquoi on a autant de problèmes, ... c'est une autre affaire.

Le système américain est lui aussi basé la-dessus. Sauf pour les décisions qui relèvent de la technicité pure, il y a beaucoup de conseillers sans que le public le sache. Ce sont eux qui préparent les dossiers, secrets, qui préparent les décisions des ministères. Cela se pratique partout parce que le pouvoir se pratique loin des yeux du public. Le public est mis à contribution quand le résultat est déjà acquis, ou commence à l'être.

au Cambodge, tout est politique

Il y a pourtant une grande différence entre le Cambodge et les autres. Les autres ont un cadre constitutionnel déjà en place, parce qu'ils ont traversé des siècles et des siècles d'épreuves, ils ont eu le temps de renforcer les institutions, le cadre légal et la prise de conscience générale.

Mais le Cambodge est encore un Etat embryonnaire, dirigé selon l'aspect politique de toutes les questions. Qu'il s'agisse de social, d'économie, de sécurité, de militaire, c'est mis sous l'angle politique, et c'est là qu'intervient le rôle des conseillers. Le conseiller n'a pas de responsabilité ministérielle propre; mais comme il cotoie beaucoup plus les dirigeants, c'est lui qui a la confiance. Ce sont les conseillers qui traitent en fait les dossiers sensibles. C'est pourquoi les affaires purement techniques comme la Santé, l'Education, le Développement rural, une partie de l'Agriculture, etc ... personne n'en entend parler parce que les techniciens y travaillent vraiment tous les jours. Mais pour les questions comme les Affaires étrangères, c'est presque le Premier ministre qui décide lui-même, avec ses conseillers. On entend beaucoup plus souvent Prak Sokhon. Pour l'information, on entend plus Kanharith et Om Yenteng que Ieng Mouly ...

Mais pour des questions techniques comme le Commerce, c'est Cham Prasith qui s'en charge, il est très compétent et les conseillers n'ont donc rien à dire. Pareil pour le ministère du Plan. Les Finances sont au

coeur du sujet parce que la finance est à la base de la politique. Et la Défense : les conseillers y jouent un rôle parce que les forces de sécurité, c'est la politique tout court.

Donc la Banque, la Finance, la Défense, l'Intérieur, ... tout ça projette une image de prédominance des conseillers, c'est vrai, parce que ce sont des départements très politiques.

avoir confiance dans la maturité des responsables

Le rôle des conseillers dans le système décisionnel a une autre cause. En 1993, on a formé un gouvernement avec un pool de personnel politique trop vaste, trop nombreux, c'est pourquoi la pratique des conseillers est apparue. Les postes sont en nombre limité, mais comme il y a des hommes d'envergure à satisfaire, il faut nommer des responsables et en même temps promouvoir des gens au rang de conseillers en attendant que le système absorbe progressivement ce surplus de personnel de haut niveau.

La tendance va à des postes de plus en plus spécialisés, avec des hommes de plus en plus responsables, et de moins en moins de conseillers. Il y a déjà eu une évolution depuis 1993. Le Cambodge va suivre l'exemple de tous les autres jeunes pays.

Il ne faut donc pas voir dans ce système décisionnel un mal absolu, mais une crise de jeunesse qui existe dans toutes les institutions et dans tous les pays.

Et parce que cette crise de jeunesse est encore sous contrôle, et gérée de façon professionnelle, malgré les obstacles, il ne faut pas voir les choses trop en noir. Tous les pays traversent cette crise. Il faut avoir confiance en la maturité des gens en place qui eux aussi souffrent comme les autres de voir tout ça mais sont patients et continuent à oeuvrer pour le pays.

Je crois que le fait que les élections puissent avoir lieu au mois de juillet va régénérer les pratiques, introduire des hommes nouveaux aux postes de responsabilité, et ce sera un bon signe.

Ces Reflexions sur le système décisionnel au Cambodge, une partie très intéressante de l'interview que M. Ok Serei Sopheak nous avait accordée début avril, n'avaient pas pu être publiées dans le n° 90 faute de place.

MEDIAS

La Lettre de Phnom Penh échanges France-Cambodge

"Quasi nuls de 1975 à 1990, le commerce entre les deux pays a rapidement cru avec les Accords de paix de 1991. Les échanges de marchandises dans les deux sens sont passés de 40 MF en 1991 à (...) 342 MF en 1997. Les exportations françaises sont passées de 24 MF à 235 MF. (...) Au premier rang de nos exportations, avec 75 MF figurent les produits pharmaceutiques pour lesquels la France détient environ 40 % du marché. Viennent ensuite avec 70 MF les biens d'

équipement professionnels, matériels électriques (...), de télécommunications (...) pièces détachées pour les avions de Royal Air Cambodge. Le troisième groupe est celui des industries alimentaires, vins et spiritueux, tabac et cigarettes (...): 55 MF. La part de marché de nos produits se situe entre 4 et 5 % des importations cambodgiennes (...).

"Dans le sens Cambodge-France, la quasi-totalité du commerce est faite de produits de confection. Nos importations dépassent désormais les 100 MF, montrant le dynamisme de cette industrie (...)" (Poste d'Expansion Economique).

Far Eastern Economic Review

Thayer contre Hun Sen

Pour l'hebdomadaire de Hong Kong la mort de Pol Pot est moins l'occasion de rappeler la période khmère rouge que d'attaquer, en 3 pages et 2 articles, l'actuel gouvernement. Le sous-titre indique clairement l'"approche": "Les khmers rouges n'ont pas disparu, ils sont au gouvernement" (FEER du 16 avril).

Nate Thayer cite comme anciens khmers rouges: "Hun Sen lui-même, le ministre de la Défense, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances, le président de l'Assemblée nationale et des milliers d'autres dans les administrations provinciales et locales".

Pour mieux assimiler le gouvernement actuel aux khmers rouges, Thayer rappelle les cas de hauts responsables, criminels avérés comme Ieng Sary, gracie et confortable à Païlin, Nuon Paet et Sam Bith devenus généraux dans l'armée gouvernementale, Keo Pok au passé particulièrement chargé ...

Une fois encore le Cambodge est décrit de la façon la plus sombre. Titre: "L'état de peur". Sous-titre: "L'intimidation est la stratégie pré-électorale du gouvernement". Rappel des atteintes aux droits de l'Homme, en particulier de la centaine d'assassinats d'opposants à Hun Sen restés impunis, et d'autres incidents divers.

Conséquence évidemment désastreuse: "Pour les partis de l'opposition et pour l'opinion internationale exaspérée, la préparation des élections sera une farce. Comment les élections pourraient-elles être 'free and fair' dans ce climat de peur et de violence, que l'on estime généralement orchestré par Hun Sen, qui est en titre 'second Premier ministre', pour tenter de conserver le pouvoir?"

Plutôt qu'une enquête ou un reportage, on voit qu'il s'agit là d'une prose de combat. Thayer cherche à dire tout le mal possible du gouvernement de Phnom Penh. Jusqu'à fausser les faits: la communauté internationale (Communauté européenne, France, Japon, Australie, ASEAN) n'est pas si exaspérée que ça puisqu'elle maintient et augmente son aide aux élections, puisqu'il est convenu qu'

elle va envoyer des observateurs.

La motivation de Nate Thayer reste obscure: cherche-t-il à faire capoter les élections? A favoriser une autre solution, une autre équipe? S'il pense que l'équipe Sam Rainsy / prince Ranariddh ferait un meilleur gouvernement, bon, mais pourquoi ne pas le dire? Est-ce aider le Cambodge et les Cambodgiens; et la paix dans la région, de toujours noircir le tableau, de condamner tout en bloc?

quels médias ?

En l'état actuel de la société cambodgienne, de tous les médias la bouche à oreille est finalement le moyen de communication et de propagande le plus efficace, reconnaissent les professionnels de l'opinion. Les Cambodgiens sont devenus très méfiants, et ce n'est pas parce qu'ils achètent un journal, ou qu'ils regardent telle émission de télévision qu'ils adhèrent à ce qui est dit. En revanche, on discute en famille et entre amis. Parmi les médias, les mêmes observateurs estiment que la *Voice of America* est très écoutée. *Radio Free Asia* trop difficile à capter.

où trouver

Cambodge Nouveau ?

Cambodge Nouveau n'est vendu que par abonnement. Numéro gratuit et tarifs sur demande; tel :

012 803 410 et **023 214 610**
Une vente au n° existe cependant : -à la librairie de l'Hôtel Cambodiana; -à la librairie du Centre culturel; -à la librairie du Youth Club; -à l'aéroport de Pochentong; -à Siem Reap : chez Sop' Hea.

Cambodge Nouveau est d'autre part en lecture aux "périodiques" de la bibliothèque du Centre culturel. Cette bibliothèque a aussi deux collections reliées des n° parus de février 1994 à mars 1998 (1 à 88).

Cambodge Nouveau aura prochainement une adresse e-mail :

**Cambodge_Nouveau
forum.org.kh**

Enfin le site **Internet Cambodge Contact**, créé par l'antenne à Phnom Penh de l'Aupelf-Uref, qui était hors de service depuis quelques mois, va être de nouveau prochainement accessible. Ce site "hébergera" comme précédemment *Cambodge Nouveau* et *Cambodge Soir*.

SAM RAINSY

(suite de la page 6)

aussi Sar Kheng, ou une personnalité moins marquée que Hun Sen.

A cette condition, je vois une coopération avec le PPC. Mais Hun Sen représente trop les intérêts mafieux, les habitudes mafieuses, les réflexes terroristes, pour être un partenaire acceptable.

Y a-t-il une possibilité qu'un coin puisse être enfoncé entre Hun Sen et le PPC ?

Ce qui a été obtenu par un coup d'Etat n'est pas durable. Cela a été accordé de mauvaise grâce, les gens ne pouvaient pas faire autrement. Mais quand l'occasion se présentera, ils remettront ça en cause.

Hun Sen tire le PPC vers le bas

Il y a au sein du PPC des gens responsables, sérieux, des gens fins, qui se rendent très bien compte que Hun Sen n'est pas un cadeau. Il tire le PPC vers le bas. On a fait quelques études qui montrent que le PPC serait beaucoup plus populaire sans Hun Sen. L'image de Hun Sen est ternie. Si les gens disent "je vote pour le PPC", à la perspective d'avoir Hun Sen encore 5 ans, là, beaucoup hésitent.

ceux qui veulent un vrai changement voteront pour l'opposition

Les gens qui souhaitent un changement marqué voteront pour l'opposition.

Ceux qui veulent un changement plus timide voteront pour un changement au sein du PPC. Comme on ne le leur propose pas, cela risque de faire perdre 10 points au PPC.

quatre conditions, avant le 18 mai, sinon le boycott

- le dépouillement des bulletins doit être fait au niveau des districts ou des provinces (et non des communes);
- la Commission nationale pour les Elections doit comprendre de vrais représentants de l'opposition;
- le Conseil constitutionnel doit être opérationnel;
- les principaux partis doivent avoir des stations de radio ou de télévision.

CAMBODGE
NOUVEAU
*
le journal
des
décideurs
*
voit
millier
investis-
sement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Enquêtes Suy Sothea
Mise en pages Pen Mary
Impression CIC
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnements seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 012 803 410 - 023 214 610